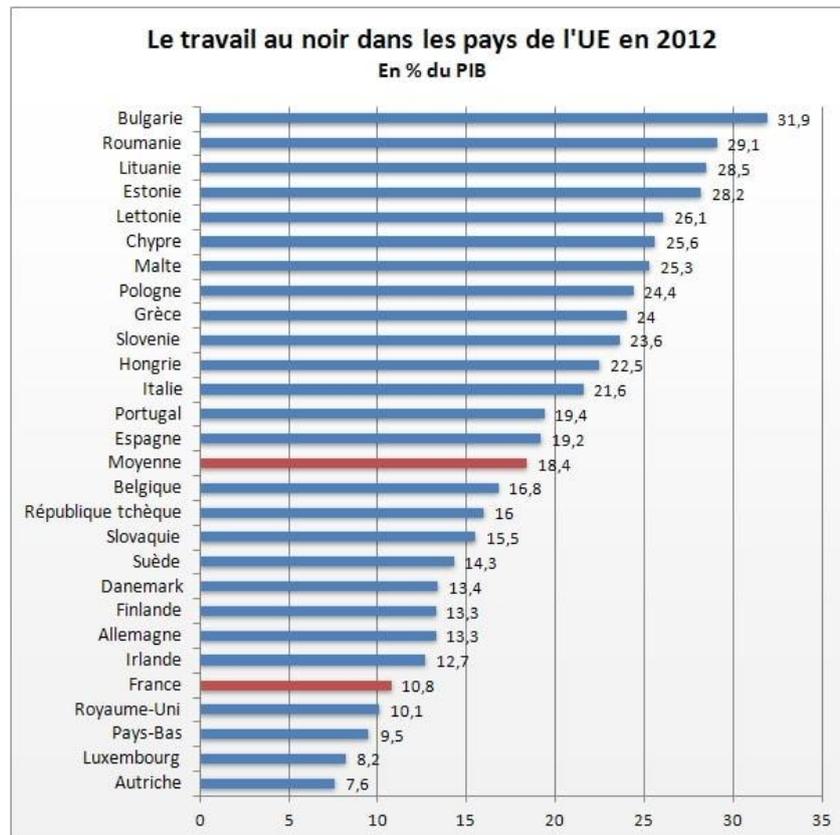


Quelles sont les sources de la croissance ? (2/4) Les limites du PIB

1. Correction du questionnaire accompagnant la vidéo	10 minutes
2. Un petit questionnaire en ligne	10 minutes
3. Dossier documentaire à étudier (6 documents)	90 minutes
4. Tâche finale évaluée : question principale d'oral	30 minutes
Un TD Excel-Word sur les inégalités	2h

Document 1



Lélia De Matharel d'après une étude sur le sujet réalisée par Friedrich Schneider, professeur d'économie à la faculté autrichienne Johannes Kepler, Journal Du Net, [17/05/2013](#)

L'Insee évalue l'activité dissimulée des entreprises, appelée «production souterraine», et en tient compte dans le PIB. Les contrôles fiscaux permettent de repérer des revenus non déclarés. Cette fraude observée peut ensuite être estimée pour l'ensemble de l'économie sur la base des comportements de fraude repérés. Pour l'année 2008, l'Insee estime ainsi à 71 milliards, soit 3,7 % du PIB, l'ensemble de l'activité dissimulée.

INSEE, [Comprendre le PIB et la croissance](#), Page 9, novembre 2013

1. Le travail au noir correspond-il à des activités illégales ?
2. Quels sont les agents économiques développant une activité souterraine ?
3. La France est-elle particulièrement sujette à ce type d'activités ?
4. Comment l'Insee procède-t-il pour intégrer le travail au noir dans le calcul du PIB ?
5. Comment expliquer la différence de poids du travail au noir en France dans le graphique et dans le texte de l'Insee ?

Document 2

Les nouvelles normes du système européen des comptes (SEC), sur la base des recommandations d'Eurostat, l'institut européen de la statistique, préconisent aux États-membres d'intégrer la plupart des activités illégales créatrices de richesses (dont le trafic de drogue et la prostitution) dans les statistiques nationales. Eurostat et le SEC estiment qu'il s'agit de transactions commerciales menées d'un commun accord.

Il y a peu, la Belgique et l'Espagne ont annoncé qu'ils se plieraient à l'exercice. L'Italie a de son côté confirmé le 22 mai qu'elle intégrerait dans son PIB l'argent de la drogue, de la prostitution, de la contrebande de tabac et d'alcool (une « économie criminelle » évaluée en 2012 à 10,9 % du PIB par la Banque d'Italie).

Le Royaume-Uni a lui estimé que les revenus générés par le trafic de drogue et la prostitution pourraient augmenter le PIB nominal de 12,3 milliards d'euros, un peu moins de 1 %.

Alors que les États ont jusqu'en septembre pour se conformer à cette demande, la France a fait savoir, à travers l'Insee, que sa prochaine mesure du PIB ne prendrait pas en compte ces éléments. L'Insee fait toutefois un geste en ce qui concerne la drogue.

« Nous intégrerons [le trafic de drogue] pour les besoins de la politique européenne, notamment pour l'établissement du revenu national brut en septembre prochain », a détaillé devant la presse mardi Eric Dubois, directeur des études et synthèses économiques de l'institut. Le revenu national brut (RNB) est destiné principalement à déterminer la contribution de la France au budget de l'Union européenne.

« Dans le trafic de drogue, ce qu'on a longtemps défendu est l'argument selon lequel il y a une dépendance et donc la personne qui se drogue ne consent pas librement à l'échange », a justifié Eric Dubois.

Au sujet de la prostitution, l'Insee se montre encore plus sceptique face aux demandes européennes. « Tout ce qui est de la prostitution discrète, c'est-à-dire de la prostitution qui se cache derrière d'autres activités, on considère qu'on le prend déjà en compte » de même que la fraude fiscale et le travail au noir, qui représentent « autour de 4 points de PIB », a expliqué Eric Dubois mardi.

« Il y a aussi une prostitution de rue qui est plutôt le fait de réseaux de mafieux et relève plutôt de la traite de personnes en situation irrégulière etc., Pour le coup le critère de consentement mutuel n'est probablement pas vérifié », selon lui, ce qui conduit l'Insee à ne pas l'intégrer dans ses mesures.

Ceci alors que les nouvelles exigences européennes font débat jusqu'au sein du gouvernement.

« La prostitution n'est pas une activité commerciale librement consentie. Croire qu'elle puisse l'être est un parti pris idéologique, c'est un mirage et une offense aux millions de victimes de l'exploitation sexuelle à travers le monde », ont écrit, dans un courrier adressé à la Commission européenne, la ministre française des droits des femmes Najat Vallaud-Belkacem et la ministre belge de l'intérieur Joëlle Milquet.

Le Monde, [18/06/2014](#)

1. Quelles sont les recommandations de l'Europe quant à la prise en compte des activités illégales dans le calcul du PIB ?
2. Quel est l'effet de la prise en compte de ces activités illégales sur le PIB de l'Italie et du Royaume-Uni ?
3. Quels sont les arguments de la France pour refuser d'intégrer ces activités illégales dans le calcul du PIB ?
4. Ces différences d'appréciation peuvent-elles conduire à modifier la hiérarchie des PIB mondiaux ?

Document 3

Pour évaluer la valeur du travail domestique, par exemple pour la comparer au produit intérieur brut du pays sur la même période, il faut pouvoir attribuer un prix à ces heures de travail. Ce prix ne peut être que fictif puisque les heures de travail ne reposent pas sur une transaction marchande. Une première solution consiste à leur imputer la rémunération minimale qu'aurait touchée une personne employée à cette tâche et donc de les valoriser au Smic net (6,95 euros de l'heure au 1er janvier 2010). Cette référence est naturelle car le Smic constitue en pratique la borne inférieure pour les salaires horaires mais elle peut être discutée dans la mesure où certaines tâches domestiques peuvent être réalisées moins rapidement ou moins efficacement par les ménages qu'elles ne le seraient par une personne rémunérée pour cela. Une autre solution consiste à considérer ce qu'il aurait fallu payer pour faire réaliser ce travail, et ainsi retenir un coût horaire qui inclut les cotisations salariales et patronales qu'il aurait alors fallu verser (tout en tenant compte des allègements de cotisations sociales). On peut, là encore, choisir le coût horaire d'un salarié payé au Smic (méthode dite du « substitut généraliste »), ou bien prendre, pour chaque tâche domestique, le coût horaire moyen d'une personne exerçant la profession à laquelle il faudrait recourir (méthode du « substitut spécialisé »). Une heure de garde d'enfant est alors valorisée au coût horaire moyen d'une assistante maternelle, une heure de ménage à celui d'une femme de ménage, etc.

Valeur du travail domestique réalisé par les ménages en France en 2010, suivant le périmètre et la valorisation retenus

	Périmètre					
	restreint		intermédiaire		extensif	
	Milliards €	% du PIB	Milliards €	% du PIB	Milliards €	% du PIB
Salaires spécialisés super-bruts	721,1	37,2	1 043,8	53,9	1 366,5	70,5
Smic super-brut	438,8	22,6	635,9	32,8	805,7	41,6
Smic net	292,4	15,1	423,7	21,9	536,9	27,7

Champ : France

Restreint : cuisine, vaisselle, ménage, rangement, soins matériels aux enfants et personnes dépendantes, linge gestion du ménage, conduire, accompagner les enfants ou une autre personne.

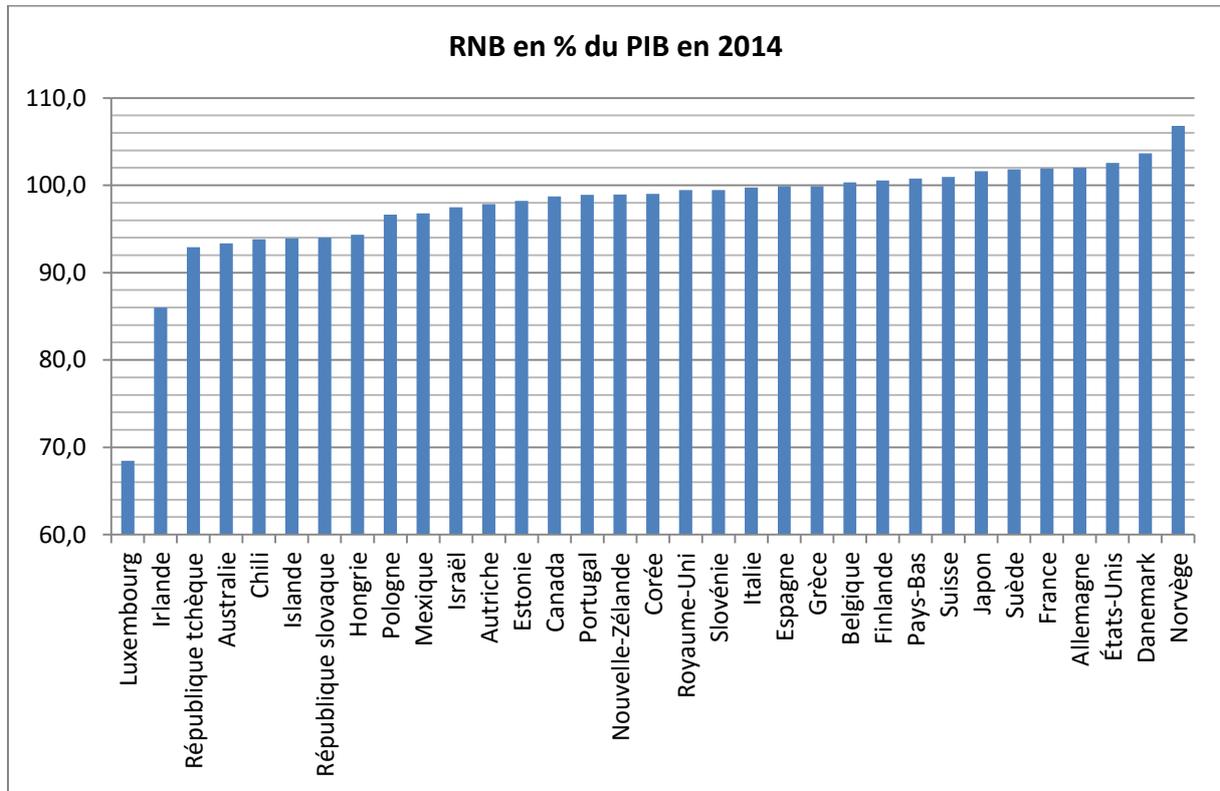
Intermédiaire : restreint + faire les courses, shopping, bricolage, jardinage, jeux avec les enfants.

Extensif : intermédiaire + trajets en voiture pour soi-même, promener le chien.

[Insee Première N° 1423 - novembre 2012](#)

1. Pour quelle raison le travail domestique n'est-il pas comptabilisé dans le PIB ?
2. Qu'est-ce que le smic super-brut ?
3. Quelle critique fait-on à une évaluation du travail domestique au smic net ou super-brut ?
4. Peut-on dire que le travail domestique est une source important de création de richesses ignorée par le PIB ?

Document 4



Note : 2013 pour Islande, Israël, Royaume-Uni, Suisse, États-Unis.

[Base de données de l'OCDE, comptes nationaux annuels](#)

1. Faites une phrase avec la valeur affichée par le graphique pour le Luxembourg.
2. En France, le RNB contribue-t-il à augmenter ou à réduire les richesses tirées du PIB ?
3. Est-ce le cas de la plupart des pays de l'OCDE ?

Document 5

	IDH	Espérance de vie à la naissance	Durée attendue de scolarisation	Durée moyenne de scolarisation	RNB / hbt	Rang RNB/hbt moins rang IDH	
Rang IDH	Pays	Valeur	(années)	(années)	(\$ PPA 2011)		
		2014	2014	2014	2014	2014	
TRÈS HAUT DÉVELOPPEMENT HUMAIN							
1	Norvège	0,944	81,6	17,5	12,6	64 992	5
2	Australie	0,935	82,4	20,2	13,0	42 261	17
3	Suisse	0,930	83,0	15,8	12,8	56 431	6
4	Danemark	0,923	80,2	18,7	12,7	44 025	11
5	Pays-Bas	0,922	81,6	17,9	11,9	45 435	9
6	Allemagne	0,916	80,9	16,5	13,1	43 919	11
7	Irlande	0,916	80,9	18,6	12,2	39 568	16
8	États-Unis	0,915	79,1	16,5	12,9	52 947	3
9	Canada	0,913	82,0	15,9	13,0	42 155	11
10	Nouvelle-Zélande	0,913	81,8	19,2	12,5	32 689	23
22	France	0,888	82,2	16,0	11,1	38 056	4
HAUT DÉVELOPPEMENT HUMAIN							
50	Biélorussie	0,798	71,3	15,7	12,0	16 676	14
51	Russie	0,798	70,1	14,7	12,0	22 352	-1
52	Oman	0,793	76,8	13,6	8,0	34 858	-23
53	Roumanie	0,793	74,7	14,2	10,8	18 108	10
54	Uruguay	0,793	77,2	15,5	8,5	19 283	7
DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN							
106	Botswana	0,698	64,5	12,5	8,9	16 646	-41
107	Moldavie	0,693	71,6	11,9	11,2	5 223	23
108	Égypte	0,690	71,1	13,5	6,6	10 512	-12
109	Turkménistan	0,688	65,6	10,8	9,9	13 066	-28
110	Gabon	0,684	64,4	12,5	7,8	16 367	-42
FAIBLE DÉVELOPPEMENT HUMAIN							
184	Burundi	0,400	56,7	10,1	2,7	758	1
185	Tchad	0,392	51,6	7,4	1,9	2 085	-22
186	Érythrée	0,391	63,7	4,1	3,9	1 130	-6
187	Centrafrique	0,350	50,7	7,2	4,2	581	1
188	Niger	0,348	61,4	5,4	1,5	908	-5

PNUD, [Rapport sur le développement humain 2015](#)

1. Quels sont les points communs des pays affichant un très haut développement humain ?
2. Quels sont les points communs des pays affichant un faible développement humain ?
3. Proposez une mesure des écarts d'espérance de vie à la naissance.
4. Faites une phrase avec le chiffre « -22 », à la dernière colonne de la ligne Tchad.
5. Pourquoi l'IDH français est-il plus faible que l'IDH néo-zélandais ?

Document 6

		IDH ajusté aux inégalités (IDHI)			
		IDH	IDHI	Perte IDHI / IDH	Rang IDHI – Rang IDH
Rang IDH	Pays	Valeur	Valeur	%	
		2014	2014	2014	2014
TRÈS HAUT DÉVELOPPEMENT HUMAIN					
1	Norvège	0,944	0,893	5,4	0
2	Australie	0,935	0,858	8,2	-2
3	Suisse	0,930	0,861	7,4	0
4	Danemark	0,923	0,856	7,3	-1
5	Pays-Bas	0,922	0,861	6,6	3
6	Allemagne	0,916	0,853	6,9	0
7	Irlande	0,916	0,836	8,6	-3
8	États-Unis	0,915	0,760	17,0	-20
9	Canada	0,913	0,832	8,8	-2
10	Nouvelle-Zélande	0,913	..	..	..
22	France	0,888	0,811	8,7	0
HAUT DÉVELOPPEMENT HUMAIN					
50	Biélorussie	0,798	0,741	7,1	4
51	Russie	0,798	0,714	10,5	1
52	Oman	0,793	..	..	..
53	Roumanie	0,793	0,711	10,3	2
54	Uruguay	0,793	0,678	14,5	-4
DÉVELOPPEMENT HUMAIN MOYEN					
106	Botswana	0,698	0,431	38,2	-23
107	Moldavie	0,693	0,618	10,8	20
108	Égypte	0,690	0,524	24,0	-5
109	Turkménistan	0,688	..	..	..
110	Gabon	0,684	0,519	24,0	-6
FAIBLE DÉVELOPPEMENT HUMAIN					
184	Burundi	0,400	0,269	32,6	5
185	Tchad	0,392	0,236	39,9	-1
186	Érythrée	0,391	..	..	..
187	Centrafrique	0,350	0,198	43,5	-1
188	Niger	0,348	0,246	29,2	3

PNUD, [Rapport sur le développement humain 2015](#)

1. Faites une phrase avec la valeur « 5,4 » de la ligne Norvège.
2. Les pays à l'IDH le plus faible sont-ils les pays les plus inégalitaires ?
3. Quel est le classement des États-Unis en termes d'IDHI ?
4. Quel est le classement de la France en termes d'IDHI ?
5. Que déduisez-vous de ces deux constations ?

Tâche finale

Sujet oral de rattrapage – Question principale – Paris, Créteil, Versailles 2013

Après avoir rappelé que le PIB n'est pas un indicateur de niveau de vie suffisant, vous présenterez l'intérêt d'autres indicateurs pour évaluer le bien-être d'une population d'un pays.

Document 1

Mesurer la production, variable qui détermine entre autres le niveau de l'emploi, est essentiel à la gestion de l'activité économique. Le premier message de notre rapport est que le temps est venu d'adapter notre système de mesure de l'activité économique afin de mieux refléter les changements structurels qui caractérisent l'évolution des économies modernes. La part croissante des services et la production de biens de plus en plus complexes font, en effet, qu'il est plus difficile qu'auparavant de mesurer les volumes produits et les performances économiques. Il existe de nos jours un grand nombre de produits dont la qualité est complexe, pluridimensionnelle et soumise à des changements rapides. C'est une évidence pour des biens comme les voitures, les ordinateurs, les machines à laver et ainsi de suite, mais plus vrai encore pour des services comme les prestations de santé ou d'enseignement, les technologies de l'information et de la communication, les activités de recherche ou les services financiers. Dans certains pays et certains secteurs, l'accroissement de la « production » tient davantage à l'amélioration qualitative des biens produits et consommés qu'à leur quantité. Rendre compte du changement qualitatif représente un formidable défi mais est essentiel pour mesurer le revenu et la consommation réels.

*Source: Joseph E. Stiglitz, Amartya Sen, Jean-Paul Fitoussi,
Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès
social, 2009.*

Document 2

IDH et PIB par habitant (en % de variation annuel moyen et en \$)

Classement de l'IDH en 2011	Pays	IDH		Croissance annuelle moyenne du PIB/habitant (%)	PIB/hab (\$)	Classement du PIB/hab en 2010
		1980	2011	1975-2004	2010	
7	Irlande	0,74	0,91	5,2	45688	12
20	France	0,72	0,88	1,8	41018	18
66	Russie	nd	0,76	-1,2	10437	56
84	Brésil	0,55	0,72	0,7	10816	53
101	Chine	0,40	0,69	8,4	4382	91
150	Cameroun	0,37	0,48	-0,6	2300	184

Sources : PNUD, Rapport mondial sur le développement humain 2006, 2011; FMI (pour les données sur le PIB par habitant 2010).

Bonus

Sujet EC 1 – Pondichéry 2014 – Session normale

En quoi l'approche en termes d'IDH complète-t-elle celle en termes de PIB ?

Sujet EC 1 – Liban 2015 – Session normale

Présentez deux limites dans l'utilisation du PIB comme indicateur de la croissance économique.